

Les aventuriers, instruits de ce qui venait de se passer à la Tortue, avertis en même temps qu'on venait de former à Saint-Domingue un corps de cinq cents hommes destiné à les harceler, sentirent qu'ils ne pouvaient éviter leur ruine qu'en cessant de vivre dans l'anarchie. Aussitôt, sacrifiant l'indépendance individuelle à la sûreté sociale, ils mirent à leur tête l'Anglais Willis, réputé le plus hardi et le plus éclairé d'entre eux. Sous la conduite de ce chef on reprit possession, sur la fin de 1638, d'une île qu'on avait occupée pendant six à sept ans, et, pour ne plus la perdre, on s'y fortifia.

Les Français se ressentirent bientôt de la partialité de l'esprit national. Willis, ayant attiré un assez grand nombre de ses compatriotes pour être en état de donner la loi, traita les autres en sujets. C'est là le progrès naturel de la domination. Ainsi se sont formées la plupart des monarchies. Des compagnons d'exil, de guerre ou de piraterie se donnent un capitaine, et celui-ci ne tarde pas à s'ériger en maître. Il partage d'abord le pouvoir ou le butin avec les plus forts, jusqu'à ce que la multitude, écrasée par le petit nombre, enhardisse le chef à s'emparer de toute la puissance, et la monarchie alors n'est plus que despotisme. Mais il faut des siècles et de grands états pour donner carrière à cette suite de révolutions. Une île de seize lieues carrées n'est pas faite pour ne contenir que des esclaves.

Poincy, gouverneur-général des îles du Vent, averti de ce qui se passait, fit partir en 1641 de Saint-Christophe une quarantaine d'aventuriers, qui, joints par d'autres Français errans à Saint-Domingue ou fixés à la Tortue, sommèrent Willis et ses complices de quitter sans délai le théâtre de leur tyrannie. Les Anglais, auxquels ce ton de hauteur imposa, et qui le crurent appuyé par des forces auxquelles il leur serait impossible de résister, évacuèrent l'île pour n'y plus revenir.

Levasseur, qui avait conduit l'expédition, devait, si elle réussissait, régir la colonie. Protestant, il appela à lui des sectateurs de sa communion, et avec leurs secours se rendit indépendant. Son règne fut celui de l'avarice et de la cruauté. Devenu odieux, et très-odieux, il fut massacré en 1652 par ses deux plus intimes confidens, qui s'emparèrent du gouvernement. Les assassins ne jouirent que peu d'un empire si lâchement usurpé. Le chevalier de Fontenay, envoyé pour rétablir l'ordre, les en dépouilla, et exerça enfin une autorité légitime, dont il ne se permit jamais le moindre abus.

Ce fut sous l'administration de cet homme vertueux et sous celle de son successeur, le modeste Raoussset, que l'Espagnol tenta de recouvrer la Tortue. Les nombreux corsaires qui sortaient de cette île lui causaient de si énormes pertes, qu'il pensa que sa tranquillité, sa gloire et ses intérêts exigeaient également qu'il la fit rentrer sous sa

xxxv.
La cour de Versailles avoue ces hommes entreprenans, lorsque leur situation a pris de la stabilité, et leur donne un gouverneur.

domination. Trois fois il réussit à s'en emparer, et trois fois il en fut chassé. Ce ne fut qu'en 1659 que les Français s'en virent imperturbablement les maîtres.

C'était quelque chose ; mais le point important était de fonder dans l'île même de Saint-Domingue un grand établissement ; projet dont l'exécution devait souffrir des difficultés que la disposition des esprits et la situation des choses pouvaient faire regarder comme insurmontables. Pour y parvenir, il s'agissait d'élever l'ordre social sur les ruines d'une féroce anarchie ; de réduire le brigandage indépendant sous l'autorité sainte et sévère des lois ; de reproduire le sentiment de l'humanité dans des âmes endurcies par l'habitude du crime ; de substituer les instrumens innocens de l'agriculture aux armes destructives du meurtre ; de résoudre à une vie laborieuse des barbares accoutumés à l'oisiveté, compagne des rapines ; d'inspirer la patience à des hommes violens ; la préférence des fruits lents d'un travail opiniâtre à des jouissances rapides obtenues d'un coup de main ; le goût de la paix à la soif du sang ; la crainte du péril à celui qui se plaisait à le chercher ; l'estime de la vie à celui qui la méprisait ; enfin le respect pour le privilège d'une compagnie exclusive formée pour tous les établissemens français à celui qui n'avait jamais rien respecté, et qui était en possession de traiter librement avec toutes les nations. Après avoir

obtenu tous ces sacrifices, il fallait, par les douceurs d'une administration chérie, attirer de nouveaux habitans dans une terre dont le climat était aussi décrié que la fertilité en était peu connue.

Peut-être n'existait-il qu'un individu capable d'opérer tant de merveilles ; c'était Bertrand Dogeron, homme de condition, qui, après avoir honorablement porté pendant quinze ans les armes en Europe, était en 1556 passé en Amérique, où son intégrité, sa prudence, son esprit de conciliation lui avaient mérité une vénération et une confiance universelles. Tel fut l'instrument dont le ministère de France fit choix en 1664 pour réaliser ses vues ; et cet excellent citoyen espéra, contre l'opinion de tout le monde, qu'il remplirait heureusement la mission dont on le chargeait. L'habitude de vivre avec ceux qu'il devait gouverner lui avait appris les moyens les plus propres à les gagner, et ses lumières n'en offraient à son âme honnête que de nobles et de justes. Les flibustiers étaient déterminés à chercher des parages plus avantageux : il les retint en leur cédant la part que sa place lui donnait sur leur butin, et en leur obtenant du Portugal des commissions pour courir sur les Espagnols, même après qu'ils eurent fait la paix avec la France. C'était l'unique moyen d'attacher à la patrie des hommes qui en fussent devenus les ennemis plutôt que de renoncer au pillage. Les boucaniers

ou les chasseurs, qui ne souhaitaient que des ressources pour former des habitations, trouvaient dans sa bourse des avances sans intérêt, ou bien en obtenaient par son crédit. Pour les cultivateurs, qu'il chérissait par préférence à tous les autres colons, il les secondait par tous les encouragemens qui dépendaient de son industrieuse activité.

Ces changemens heureux n'avaient besoin que de prendre de la consistance. Le sage gouverneur imagina que des femmes pouvaient seules cimenter à jamais le bonheur des hommes et la prospérité de la colonie par les doux plaisirs qui amènent la population. Cette idée était naturelle. Mais quelles devaient être les femmes dont on pouvait se promettre des effets aussi doux ? Des femmes nées de parens honnêtes et bien élevées ; des femmes sages et laborieuses ; des femmes qui devinssent un jour dignes épouses et tendres mères. La disette absolue d'un sexe dans le nouvel établissement condamnait l'autre au célibat. Dogeron songea à remédier à cette espèce d'indigence, qui est la plus cruelle à supporter, et qui précipite l'homme dans la mélancolie et dans le dégoût d'une vie qui manque pour lui de l'attrait le plus puissant. La métropole lui fit passer cinquante jeunes personnes qu'on n'obtint qu'au plus haut prix. Bientôt après il en reçut un pareil nombre qui furent obtenues à des enchères encore plus fortes. Elles furent vendues comme des esclaves,

et achetées comme une marchandise ordinaire. Ce fut l'argent et non le choix de leur cœur qui décida de leur destinée. Qu'attendre d'unions ainsi contractées ? Cependant c'était la seule voie de satisfaire la passion la plus impétueuse sans entraîner des querelles, et de propager le sang des hommes sans le verser. Tous les habitans s'attendaient à voir arriver de leur patrie des compagnes qui viendraient adoucir et partager leur sort. Ils furent trompés dans leurs espérances. On ne leur envoya plus que des filles de joie, de viles et méprisables créatures, qui s'embarquèrent avec tous les vices de l'âme et du corps attachés à une abjecte condition dont elles étaient bien éloignées de rougir, puisqu'elles ne montrèrent aucune répugnance à s'engager pour trois ans au service des hommes. Cette manière de purger la métropole en infectant la colonie entraîna de si grands désordres, qu'on supprima un remède funeste, mais sans subvenir au besoin qu'il devait apaiser. Par cette négligence Saint-Domingue perdit un grand nombre de braves gens que l'inquiétude éloigna de ses bords, et un accroissement de population qu'auraient pu lui procurer les colons qui lui restaient fidèles. La colonie s'est longtemps ressentie et se ressent peut-être encore d'une faute si capitale.

Cette erreur n'empêcha pas que Dogeron, dans le court espace de quatre ans, ne portât à quinze cents le nombre des cultivateurs qu'il avait trouvé

à quatre cents. Ses succès augmentaient tous les jours, lorsqu'il les vit arrêtés, en 1670, par un soulèvement dont l'incendie embrasa la colonie entière. Personne ne lui imputa le malheur d'un événement où il n'avait pas en effet la moindre part.

Lorsque cet homme vertueux fut nommé par la cour de France au gouvernement de la Tortue et de Saint-Domingue, il ne réussit à faire connaître son autorité qu'en laissant espérer que les ports qui lui allaient être soumis ne seraient pas fermés aux étrangers. Cependant, avec l'ascendant qu'il prit sur les esprits, il établit peu à peu dans sa colonie le privilège exclusif de la compagnie, qui parvint à négocier enfin sans concurrents. Mais sa prospérité la rendit injuste au point qu'elle vendait ses marchandises deux tiers de plus qu'on ne les avait payées jusqu'alors aux Hollandais. Un monopole si destructif souleva les habitans. Ils prirent les armes, et ne les mirent bas, après un an de trouble, qu'à condition que tous les vaisseaux français auraient la liberté de trafiquer avec eux, en payant à la compagnie cinq pour cent d'entrée et de sortie. Dogeron, qui était l'auteur de l'accommodement, saisit cette circonstance pour se procurer deux bâtimens, destinés en apparence à porter ses récoltes en Europe, mais qui réellement étaient plus à ses colons qu'à lui. Chacun y embarquait ses denrées pour un fret modique. Au retour, le généreux gouverneur

faisait étaler la cargaison à la vue du public. Tous y prenaient ce dont ils avaient besoin, non-seulement au prix de l'achat primitif, mais à crédit, sans intérêt, et même sans billet. Dogeron avait imaginé qu'il leur donnerait de la probité, de l'élévation, en se contentant de leur promesse verbale pour toute sûreté. Il fit voir par cette conduite que le cœur humain lui était bien connu. Celui que vous avez avili à ses propres yeux par de la méfiance, n'ayant rien à perdre dans votre esprit, ne se fera aucun scrupule de se montrer, dans l'occasion, fourbe, lâche, traître, imposteur, tel qu'il est, ou même peut-être tel qu'il n'est pas, mais tel qu'il sait que vous l'avez jugé; tandis que celui auquel vous avez témoigné de l'estime ne se dégradera point, s'il le méritait, ou se piquera d'honneur, s'il ne le méritait pas. Supposer aux hommes des vertus ou des vices, c'est souvent un moyen de leur en donner. La mort surprit en 1675 Dogeron au milieu de ses soins paternels.

Ministres et dépositaires de l'autorité royale, au lieu de ces longues et inutiles instructions dressées par des commis aussi ignorans qu'avidés, et remises à ceux que vous préposez à l'administration des colonies, qui ne les ouvrent que pour les mépriser, faites écrire pour leur usage la vie de Dogeron, et qu'elle finisse par ces mots :
 AYEZ LES VERTUS DE CET HOMME, ET CONFORMEZ VOTRE
 CONDUITE A LA SIENNE.

O Dogeron ! ta cendre inhonorée repose dans quelque endroit peut-être inconnu de Saint-Domingue ou de la Tortue. Mais si ta mémoire s'est éteinte dans ces contrées, si ton nom transmis des pères aux enfans ne s'y prononce pas avec attendrissement, les neveux des colons que tu rendis heureux par tes talens, ton désintéressement, ton courage, ta patience et tes travaux, sont des ingrats qui ne méritent pas d'autres gouverneurs que la plupart de ceux qu'on leur envoie.

Dogeron laissa pour tout héritage des exemples patriotiques à suivre, des vertus humaines et sociales à cultiver. Pouancey lui succéda ; mais avec les qualités de son oncle il ne fut pas aussi grand, parce qu'il marcha sur ses traces par esprit d'imitation plutôt que par caractère. Cependant la multitude, qui ne fait pas ces distinctions, n'accorda guère moins de confiance à l'un qu'à l'autre, et ils eurent tous deux la gloire et le bonheur de donner une forme et de la stabilité à la colonie sans lois et sans soldats. Leur sens naturel et leur droiture reconnue terminaient à la satisfaction de tout le monde les différends qui s'élevaient entre les particuliers, et l'ordre public était maintenu par cette autorité que prend naturellement le mérite personnel.

Une constitution si sage ne pouvait durer : il fallait trop de vertu pour la perpétuer. On s'aperçut, en 1685, que tous les liens se relâchaient,

et l'on tira de la Martinique, où la police avait déjà pris de bonnes racines, deux administrateurs qui furent chargés d'établir la règle et la subordination à Saint-Domingue. Ces législateurs assurèrent l'ouvrage de la civilisation en formant des tribunaux de justice en différens quartiers, sous la révision d'un conseil supérieur, qui fut érigé au petit Goave. Cette juridiction devenant trop étendue avec le temps, on créa, en 1701, un semblable tribunal au Cap-Français pour la partie du nord.

Toutes ces innovations pouvaient éprouver des difficultés. Il était à craindre que les chasseurs et les corsaires, qui formaient encore le gros de la population, ennemis du frein qu'on mettait à leur licence, ne se retirassent chez les Espagnols et chez les Anglais, où de grands avantages qu'on leur offrait semblaient les appeler. Les cultivateurs eux-mêmes y étaient comme poussés par le dégoût que leur donnait le vil prix de leurs productions, dont le commerce était chargé d'entraves continuelles. On retint les premiers par des marques de considération données à propos, et les seconds furent arrêtés par la perspective d'un changement prochain dans leur situation, qui était vraiment désespérée.

Les cuirs, fruit unique des courses des boucaniers, avaient été le premier objet d'exportation de Saint-Domingue. La culture y ajouta depuis le tabac, qui trouvait un débit avantageux chez

toutes les nations. Il fut bientôt gêné par une compagnie exclusive. On la supprima, mais inutilement pour la vente du tabac, puisqu'elle fut mise en ferme. Les habitans, espérant pour prix de leur soumission quelque faveur du gouvernement, offrirent au roi de lui donner, affranchi de tous frais, même de celui de fret, le quart de tout le tabac qu'ils enverraient dans le royaume, à condition qu'ils auraient la disposition libre du reste. Ils prouvaient que cet arrangement serait plus profitable pour le fisc que les quarante sols pour cent qu'il recevait du fermier. Des intérêts particuliers firent rejeter une proposition si raisonnable.

Dans ces circonstances, je suis toujours étonné de la patience des opprimés. Je demande pourquoi ils ne se rassemblent pas tous ; et, se transportant chez l'homme du ministère qui les gouverne, ils ne lui disent pas : « Nous sommes las
« d'une autorité qui nous vexé. Sortez de notre
« contrée, et allez dire à celui que vous représentez ici que nous ne sommes pas des rebelles,
« parce que c'est contre un bon roi qu'on se révolte, et qu'il n'est qu'un tyran contre lequel nous avons le droit de nous soulever. Ajoutez
« que, s'il est jaloux de posséder une contrée déserte, il sera bientôt satisfait : car nous sommes
« tous résolus à périr plutôt que de vivre plus
« long-temps malheureux sous une administration injuste. » Le colon ne prit pas le parti du désespoir ; mais dans son dépit il tourna heu-

reusement son activité vers la culture de l'indigo et du cacao. Le coton le tenta par les richesses que cette plante avait données aux Espagnols dans les premiers temps ; mais il s'en dégoûta bientôt, et l'abandonna au point que quelques années après on ne voyait pas un seul cotonnier sur pied.

Jusqu'aux hostilités provoquées en 1688 par les hauteurs et par les usurpations de Louis XIV, les travaux avaient tous été faits par les engagés et par les plus pauvres des habitans. Cette guerre attira sur la colonie les armes des Espagnols et des Anglais, qui tantôt réunissaient leurs forces, et tantôt agissaient séparément. Ils en réduisirent en cendres les deux bourgades principales, et en dévastèrent les meilleures plantations. Le temps vint enfin où des hommes qui n'avaient pas eu des moyens suffisans pour repousser les attaques dirigées contre eux purent se porter sur le territoire de leur ennemi, et réparer un mal passager par un bien durable, en y enlevant plusieurs milliers de noirs. C'étaient des instrumens sans lesquels on ne pouvait entreprendre la culture du sucre, mais ils ne suffisaient pas. Il fallait des richesses pour élever des bâtimens, il en fallait pour se procurer des ustensiles. Le gain que firent quelques habitans avec les flibustiers, dont les expéditions étaient toujours heureuses, les mit en état d'employer les esclaves qu'ils tenaient de leur bravoure. On se livra donc à la culture des cannes, qui font passer l'or du Mexique et du

Pérou aux mains des nations qui n'ont au lieu de mines que des terres bien exploitées.

Le sol de Saint-Domingue se trouva plus propre à la production nouvellement introduite qu'aucune des contrées du Nouveau-Monde auxquelles on l'avait jusqu'alors demandée. Cet avantage devait l'y multiplier très-rapidement. S'il en fut autrement, c'est que les discordes qui à cette époque divisaient les nations continuèrent jusqu'en 1697; c'est que la paix qui les termina n'eut qu'une très-courte durée; c'est que la guerre allumée pour la succession d'Espagne bouleversa pendant douze à treize ans le globe entier. A peine même ce long embrasement était-il éteint, que la colonie éprouva dans son intérieur une perte énorme.

Dans la troisième année de son heureuse administration Dogeron planta des cacaoyers. Ils réussirent si bien, que les vallées et les montagnes s'en trouvèrent peu après couvertes. Quelques habitations en comptaient jusqu'à vingt mille; de sorte que, quoique leur fruit ne se vendit que cinq sous la livre, ils ne laissaient pas de faire vivre leurs cultivateurs dans une assez grande aisance. Ces arbres utiles périrent tous, sans exception, dans une seule nuit, en 1715. Des physiiciens cherchèrent inutilement les causes de ce grand désastre. La multitude, toujours superstitieuse en quelque région qu'elle végète, l'attribua à un sort jeté par les habitans de la Martinique,

qui, n'étant jamais parvenus à bien naturaliser l'indigo dans leur île, voulaient posséder exclusivement le cacao, l'unique ressource de la plupart d'entre eux.

Tandis que les petits colons cherchaient un remède à leurs infortunes, les grands propriétaires eurent aussi des malheurs à déplorer. Les cours de Madrid et de Versailles, qu'un intérêt commun tenait très-étroitement unies depuis le commencement du siècle, se brouillèrent, et en 1718 eurent recours aux armes pour vider leurs différends. L'occasion parut favorable aux noirs de la partie française de Saint-Domingue pour rompre leurs fers, et ils se réfugièrent dans la partie de l'île restée aux Espagnols. L'accueil qu'ils y reçurent ne fut pas celui qu'ils espéraient. Peu rentrèrent dans les droits primitifs de l'homme : plusieurs périrent de misère. La plupart furent confisqués au profit de la couronne, et entassés dans des prisons ou envoyés dans le continent. A l'époque du rapprochement des deux puissances, qui ne se fit pas long-temps attendre, Philippe V ordonna que ce qu'on pourrait rassembler de ces esclaves fugitifs fût rendu à ses anciens maîtres. Le gouvernement local se mit en disposition d'obéir; mais, soit commisération, soit haine pour la nation qui devait profiter de la restitution, le peuple se souleva, et remit en liberté ces victimes d'une avarice atroce.

La colonie n'avait pas rendu à ses ateliers au-

xxxvi.
Les cours de Madrid et de Versailles se déclarent la guerre. Les noirs de Saint-Domingue profitent de leurs différends pour rompre leurs fers.